MOUVEMENT SOCIALISTE GUADELOUPEEN

FEDERATION DU PARTI SOCIALISTE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

Electrices, Electeurs de la 2ème Circonscription

La Guadeloupe est à un tournant de son histoire. En dépit des nombreuses déclarations d'autosatisfaction exprimées par le pouvoir en place depuis 20 ans, l'immense espérance soulevée par la loi de 1946 transformant la colonie en département a été déçue par la **pratique** de la départementalisation.

Tous les guadeloupéens sont unanimes à reconnaître la nécessité de mettre fin à la situation coloniale existant toujours en Guadeloupe et qui bloque son développement.

Certes, il est indéniable que des progrès ont été enregistrés ici et là mais force est de constater la faillite d'un système qui aggrave les inégalités sociales, aliène les populations et empêche le véritable développement du pays. Un changement de politique s'impose donc de façon urgente.

NOUS SOUHAITONS, NOUS SOCIALISTES, QUE CE CHANGEMENT DE POLITIQUE S'EFFECTUE DANS LE CADRE DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE, EN S'ATTAQUANT AUX STRUCTURES, CAR NOUS REFUSONS UNE SIMPLE POLITIQUE DE CROISSANCE ARTIFICIELLE.

LE DEVELOPPEMENT DOIT ETRE ADAPTE AUX SPECIFICITES DE CHAQUE SECTEUR ET CONÇU DANS LE SENS D'UNE PLUS GRANDE INTEGRATION A L'ENVIRONNEMENT.

Nos propositions ne sauraient prétendre régler dans le détail tous les problèmes susceptibles de se poser. Elles contiennent cependant les engagements que nous prenons à l'égard du peuple guadeloupéen et que nous entendons respecter rigoureusement.

SUR LE PLAN ECONOMIQUE

Le secteur productif actuellement extraverti doit être développé et réenraciné.

L'Agriculture, la Pêche, l'Elevage, l'Industrie, secteurs clés du développement de la Guadeloupe ne doivent pas faire l'objet de seules incitations.

Il faut une véritable **Orientation** des investissements, le **Contrôle** du commerce extérieur dans le cadre de la **Planification** nationale, la **Renégociation** des rapports avec le marché commun, la **Réforme Agraire, l'Appropriation** collective des grands moyens de production qui sont autant de moyens auxquels on doit pouvoir faire appel pour **Reconstruire l'Economie** sur des bases saines.

SUR LE PLAN SOCIAL

L'ACTION DEVRA TENDRE PRIORITAIREMENT à :

- La Poursuite de la Réalisation des Equipements Collectifs.
- L'Application de toutes les Lois Sociales en Vigueur en France Métropolitaine.
- Le Développement d'une Véritable Politique de Prévention.
- L'Amélioration des Conditions de Travail (aménagement des horaires pour certaines catégories de travailleurs par exemple).
- La Réduction Progressive de la Semaine de Travail de 40 à 35 heures.
- La Multiplication des Centres de Formation Professionnelle et la Stricte Application des textes les régissant.
- La Redistribution du Pouvoir d'Achat.
- La Lutte contre le Chômage et l'Habitat insalubre.
- La Reconnaissance des Droits de la Femme et son accession aux postes de responsabilité.
- La Retraite à 60 ans pour les Hommes et 55 ans pour les Femmes.
- La Mise en œuvre d'une politique d'Hygiène Sociale et notamment la recherche de solutions aux problèmes posés par les Handicapés.
- La Protection affectueuse du 3e âge.

En outre, le retour au pays des guadeloupéens installés à l'extérieur, doit être favorisé ainsi que l'accession des Guadeloupéens aux postes de responsabilité, priorité leur étant accordée à diplôme égal.

SUR LE PLAN CULTUREL ET LINGUISTIQUE.

L'enseignement doit être adapté aux réalités locales, l'information et la formation doivent répondre à nos besoins. La création culturelle doit être suscitée afin de permettre aux Guadeloupéens d'affirmer leur identité.

SUR LE PLAN POLITIQUE.

Le développement de la Guadeloupe dépendra des Guadeloupéens eux-mêmes. Mais nous sommes en droit ayant historiquement participé à la défense puis à l'enrichissement de la France d'attendre d'elle au titre de la solidarité nationale une importante participation financière de la Métropole **que nous affecterons nous-mêmes** en vue de notre développement.

La Centralisation actuelle est inadaptée.

L'actuel secrétariat d'Etat aux D. O. M. qui a changé onze fois de titulaire, a pour conséquence une absence de projet cohérent de développement, et une dilution des initiatives, le pouvoir de décision n'étant nulle part.

Nous Socialistes, avons conscience que seul un **pouvoir politique local** dans le cadre d'une démocratie pluraliste **peut prendre les décisions nécessaires** et **contrôler leur exécution.**

La nécessité s'impose donc de doter notre département de nouvelles structures institutionnelles qui permettront le développement véritable de la Guadeloupe **dans le cadre d'une étroite solidarité de lutte des travailleurs de France et d'Outre-Mer.**

Tous ces objectifs poursuivis par les Socialistes Guadeloupéens seront plus facilement atteints dans le cadre d'un gouvernement de gauche. Déjà le parti Socialiste Français qui lutte pour le progrès Social, la Défense des libertés et l'émancipation humaine reconnaissant les ambiguités du texte de 1972 du programme commun a publié son nouveau programme de législature pour les D.O.M, texte préparé par les Représentants Socialistes des D.O.M. dont le député Frédéric JALTON, et qui proclame dans sa 3e partie titré : « DEMOCRATISER LES INSTITUTIONS, GARANTIR ET DEVELOPPER LES LIBERTES » du chapitre 4 « LES D.O.M. ».

« LE GOUVERNEMENT RECONNAITRA LE DROIT A L'AUTODETERMINATION DES DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER ET LA CAPACITE DE LEURS PEUPLES A GERER EUX-MEMES LEURS PROPRES AFFAIRES.

Il veillera au strict respect des libertés démocratiques. La radio et la Télévision seront ouvertes à l'ensemble des formations réprésentatives, politiques et Sociales, sans discrimination culturelle ni linguistique. Les listes électorales seront revisées.

Les statuts de ces Départements et Territoires, discutés avec les Représentants des populations concernées et devant répondre aux aspirations de celles-ci seront soumis à l'appréciation de ces populations par la voie du suffrage universel.

Si celles-ci désirent, elles seront alors appelées à élire une assemblée au suffrage universel et dans les conditions assurant l'exercice réel des libertés démocratiques ».

Nous Socialistes, nous pensons que la mise en place des mesures ainsi définies traduit notre volonté de conduire la Guadeloupe vers les voies de progrès dans la dignité et le respect des aspirations populaires.

Ainsi, la **nécessaire décolonisation qui s'impose,** ne se pose pas en terme de rupture avec la FRANCE. Le maintien du Statut quo, cause de sous-développement et de misère pour la population Guadeloupéenne, en dépit des crédits publics et de l'appartenance à l'ensemble français risque d'aboutir à une rupture brutale.

Tout au contraire, **l'élaboration d'un nouveau statut dans le cadre de la République Française et conformément à sa constitution** est de nature à solutionner la situation de crise chronique que connaît la Guadeloupe dans tous les domaines.

Notre sentiment, à nous Socialistes, est que ce **changement s'avère indispensable et urgent** pour résorber la crise actuelle et **doit être réalisé dans le calme, dans la réflexion** et **la concertation,** faute de quoi, et par le fait du statut quo et à la moindre occasion, la Guadeloupe risquerait de tomber dans le chaos.

C'est à ce changement que nous vous convions en vous demandant de :

Voter et faire Voter pour

FRÉDÉRIC JALTON
Député sortant
Maire, Conseiller Général des ABYMES.

Suppléant : Dominique LARIFLA
Maire de PETIT-BOURG

Imp. Antillaise B-T